

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

L'ACTUALITÉ FISCALE DE L'ASSURANCE-VIE

MICHEL LEROY

Référence de publication : Gaz. Pal. 21 juill. 2012, p. 15

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

L'actualité fiscale de l'assurance-vie pour les six premiers mois de l'année 2012 comprend non seulement l'instruction du 7 mars 2012 qui précise le champ d'application du nouvel article 990 I du Code général des impôts, mais également l'intensification de la lutte contre la fraude aux contrats d'assurance-vie souscrits auprès de compagnies étrangères. Enfin, l'administration fiscale a eu l'opportunité de confirmer l'application des règles relatives aux produits rachetés après une perte d'emploi.

Après une année 2011 assez chargée en réformes (modification des faits générateurs des prélèvements sociaux sur les produits des contrats multi-supports ¹, réforme de l'article 990 I du Code général des impôts ²), l'année 2012 déroule ses mois sur un rythme plus lent, dans l'attente crispée d'une réforme de la fiscalité du patrimoine, laquelle, marquée aux fers des contraintes budgétaires, concernera sans doute l'assurance-vie, mais dans une mesure qu'il n'est pas encore possible de déterminer. Une crainte cependant : elle constituera presque certainement une cause supplémentaire de décollecte, alors que l'assurance-vie est en pleine crise.

Dans le cadre de cette étude, seules les évolutions récentes seront prises en compte.

Au cours des six premiers mois de l'année 2012, l'administration fiscale a apporté les précisions attendues sur l'application de la réforme de l'article 990 I du CGI opérée par la première loi de finances rectificative pour 2011, et en particulier sur les nouvelles dispositions applicables aux clauses bénéficiaires démembrées (I). Ont été également réformées les règles sanctionnant la fraude résultant de la souscription de contrats d'assurance-vie auprès de compagnies étrangères (II). L'administration a par ailleurs rappelé les règles applicables à la fiscalité des produits rachetés après une perte d'emploi (III).

I. L'APPLICATION DE L'ARTICLE 990 I APRÈS L'INSTRUCTION FISCALE DU 7 MARS 2012

La réforme partielle de l'article 990 I du CGI par l'article 11 de la première loi de finances rectificative pour 2011 a fait couler beaucoup d'encre, en particulier sur la réforme de la fiscalité de la clause bénéficiaire démembrée ³.

L'instruction du 7 mars 2012 ⁴ apporte les éclaircissements attendus sur un texte dont la clarté n'était pas la principale qualité.

Chacun se souvient que la loi mit fin à la tolérance fiscale selon laquelle, pour l'application de l'article 990 I du CGI, le quasi-usufruitier est considéré comme seul redevable de la taxe lorsqu'il est le bénéficiaire exclusif de la garantie ⁵. En effet, « en cas de démembrement de la clause bénéficiaire, le nu-propriétaire et l'usufruitier sont considérés, pour l'application du présent article, comme bénéficiaires au prorata de la part leur revenant dans les sommes, rentes ou valeurs versées par l'organisme d'assurance,

déterminée selon le barème prévu à l'article 669. L'abattement prévu au premier alinéa du présent article est réparti entre les personnes concernées dans les mêmes proportions ».

La première difficulté d'interprétation de ce texte tenait à l'application de l'abattement entre « les personnes concernées ». Car la lettre du texte inclinait à penser à l'existence d'un abattement unique, applicable à la clause démembrée, quel que soit le nombre de nus-proprétaires.

En effet, selon la lettre de la loi, « l'abattement prévu au premier alinéa [de l'article 990 I, I] est réparti entre les personnes concernées dans les mêmes proportions ». Or, le texte précisant que l'abattement est réparti entre les personnes concernées (et non entre l'usufruitier et un nu-proprétaire), il était assez logique de l'interpréter comme signifiant qu'il n'y a qu'un seul et même abattement à répartir entre toutes « les personnes concernées ».

Sans doute le principe même de la répartition de l'abattement ne peut-il être que contesté, parce qu'il porte atteinte à la règle posée par l'alinéa 1er du I de l'article 990 I du CGI 6, selon laquelle tout bénéficiaire dispose d'un abattement de 152 500 €.

Il apparaissait clairement que le législateur ne souhaitait pas tirer les conséquences qui auraient dû découler du constat que le nu-proprétaire est redevable de la taxe au même titre que l'usufruitier, c'est-à-dire en qualité de bénéficiaire.

Le refus de reconnaître que chaque nu-proprétaire bénéficie de l'abattement légal et non d'une fraction de celui-ci, ne pouvait s'expliquer que pour des raisons d'opportunité. Il s'agissait de brider, sinon de briser, cette technique d'optimisation fiscale fort prisée par certains gestionnaires de patrimoine.

Cependant, limiter l'avantage fiscal de la clause démembrée de cette façon aurait été particulièrement vain : en effet, pour contourner une telle règle, il aurait suffi de préconiser au souscripteur la division de ses primes en autant de contrats qu'il y a de nus-proprétaires potentiels, afin que chacun d'entre eux bénéficie de la fraction de l'abattement de 152 500 € correspondant à l'évaluation de ses droits en nue-propriété.

Or, comme le soulignait avec raison le Doyen Aulagnier, il n'y a aucune raison de traiter, de ce point de vue, plus mal les enfants désignés comme bénéficiaires pluriels de la nue-propriété de la garantie d'un seul contrat, que ceux qui sont chacun désignés en qualité de nu-proprétaire unique de la garantie d'un contrat d'assurance-vie 7. Pour le Doyen Aulagnier, il fallait donc interpréter le texte comme signifiant la répartition de l'abattement entre chaque couple usufruitier et nu-proprétaire.

L'instruction fiscale de mars 2012 confirme cette analyse :

« Il en résulte que désormais il convient d'appliquer autant d'abattements qu'il y a de couples « usufruitier/nu-proprétaire ». En présence d'une pluralité de nus-proprétaires, chaque nu-proprétaire partage un abattement avec l'usufruitier en fonction des droits revenant à chacun en application du barème prévu à l'article 669 [du CGI]. Dans cette situation, l'usufruitier ne peut toutefois bénéficier au total que d'un abattement maximum de 152 500 € sur l'ensemble des capitaux décès reçus à raison de contrats d'assurance-vie du chef du décès d'un même assuré. »

L'instruction fiscale apporte également une précision, attendue, sur le montant de l'abattement applicable à la fraction de la garantie dont est réputé bénéficiaire le nu-proprétaire lorsque l'usufruitier est exonéré de taxation, ce qui, en pratique, est souvent le cas.

Pour l'administration fiscale : « Lorsque l'un des bénéficiaires mentionnés au contrat est exonéré (par exemple, conjoint survivant ou partenaire lié au défunt par un pacs), la fraction d'abattement non utilisée par le bénéficiaire exonéré ne bénéficie pas aux autres bénéficiaires désignés au contrat. » L'administration fiscale n'a donc pas suivi l'opinion de ceux qui souhaitaient que l'administration fiscale adopta pour ce texte une position identique à celle exprimée pour l'application de l'article 757 B. En effet, selon l'administration fiscale, pour l'application de ce texte, il ne faut pas tenir « compte de la part revenant aux personnes précitées exonérées de droits de mutation par décès, pour répartir l'abattement de 30 500 € entre les différents bénéficiaires » 8.

Même si la position de l'administration fiscale favorise les désignations plurielles de nu-proprétaires, il n'en demeure pas moins que ceux-ci ne sont pas considérés comme des bénéficiaires à part entière. Faut-il alors en tirer des conséquences quant à l'application du seuil à partir duquel l'imposition est de 25 % ? La réponse est négative. Le barème ne s'apprécie pas sur la valeur détenue par le couple usufruitier/nu-proprétaire, mais par rapport au droit détenu par chaque bénéficiaire.

L'exemple donné par l'instruction fiscale illustre les conséquences de la réforme :

M. X est âgé de soixante-sept ans lorsqu'il souscrit en novembre 2010 un contrat d'assurance sur la vie rachetable ; les bénéficiaires désignés au contrat sont :

- pour l'usufruit : son épouse Mme X (âgée de 73 ans au jour du décès) ;
- pour la nue-proprété : ses enfants Mme Y et Mme Z.

Une prime unique de 800 000 € est versée. M. X décède en septembre 2011. Le capital dû aux bénéficiaires par l'organisme d'assurance, à raison du décès de l'assuré, est de 1 200 000 €. La valeur de rachat est de 1 000 000 €.

Le contrat d'assurance ayant été souscrit après le 13 octobre 1998, les sommes dues aux bénéficiaires désignés au contrat n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 757 B du CGI (prime versée avant le 70e anniversaire de l'assuré), mais dans celui de l'article 990 I.

S'agissant d'un contrat rachetable, l'assiette du prélèvement est constituée par la valeur de rachat du contrat, soit 1 000 000 €.

Liquidation du prélèvement

Assiette du prélèvement : 1 000 000 €

Abattement :

- pour Mme X (usufruit à 30 %) : $2 \times [152\,500 \text{ €} \times 30 \text{ \%}] = 91\,500 \text{ €}$
- pour Mme Y (valeur de la nue-proprété : 70 %) : $152\,500 \text{ €} \times 70 \text{ \%} = 106\,750 \text{ €}$
- pour Mme Z (valeur de la nue-proprété : 70 %) : $152\,500 \text{ €} \times 70 \text{ \%} = 106\,750 \text{ €}$

Montant du prélèvement dû :

- pour Mme X : aux termes du 5e alinéa de l'article 990 I, le bénéficiaire n'est pas assujetti au prélèvement visé au 1er alinéa de l'article précité, notamment lorsqu'il est exonéré de droits de mutation à

titre gratuit en application des dispositions de l'article 796-0 bis. Dans cette situation, la fraction d'abattement non utilisée ne bénéficie pas aux autres bénéficiaires désignés au contrat.

- pour Mme Y : somme soumise au prélèvement : $(1\,000\,000\text{ €} \times 70\%) \times 1/2 = 350\,000\text{ €}$.

Abattement disponible : 106 750 €

Prélèvement dû : $243\,250\text{ €} \times 20\% = 48\,650\text{ €}$.

- pour Mme Z : somme soumise au prélèvement : $(1\,000\,000\text{ €} \times 70\%) \times 1/2 = 350\,000\text{ €}$.

Abattement disponible : 106 750 €.

Prélèvement dû : $243\,250\text{ €} \times 20\% = 48\,650\text{ €}$.

II. LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

L'article 14 de la loi de finances pour 2012 no 2012-354 du 14 mars 2012 renforce le dispositif de lutte contre les fraudes fiscales en aggravant les sanctions de l'obligation déclarative relative aux comptes bancaires et aux contrats d'assurance-vie détenus à l'étranger.

En effet, aux termes de l'article 1649 AA du CGI, « lorsque des contrats d'assurance-vie sont souscrits auprès d'organismes mentionnés au I de l'article 990 I qui sont établis hors de France, les souscripteurs sont tenus de déclarer, en même temps que leur déclaration de revenus, les références du ou des contrats, les dates d'effet et de durée de ces contrats, ainsi que les avenants et opérations de remboursement effectuées au cours de l'année civile. » La loi de finances rectificative renforce les sanctions du défaut de déclaration. Jusqu'alors, les personnes physiques qui ne se conformaient pas à ces obligations, étaient passibles, aux termes de l'article 1766 du CGI, d'une amende égale à 25 % des versements effectués au titre des contrats non déclarés. Cependant, lorsque le contribuable apportait la preuve que le Trésor n'avait subi aucun préjudice, le taux de l'amende était alors ramené à 5 % et son montant plafonné à 1 500 € par contrat non déclaré 9.

La loi de finances rectificative aligne les sanctions sur celles applicables en cas de non-déclaration de compte.

Il en résulte donc que lorsque l'obligation déclarative concerne un État ou territoire qui n'a pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires, l'amende est portée à 10 000 €.

De plus, si le total de la valeur du ou des contrats non déclarés est égal ou supérieur à 50 000 € au 31 décembre de l'année au titre de laquelle la déclaration devait être faite, l'amende est portée, pour chaque contrat non déclaré, à 5 % de la valeur de ce contrat, sans pouvoir être inférieure à 1 500 € ou à 10 000 € selon les cas. Ces nouvelles dispositions sont applicables aux déclarations devant être souscrites à compter du 1er janvier 2013.

La loi de finances institue également une présomption simple de revenus imposables (à la fois à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux). En effet, selon le deuxième alinéa de l'article 1649 AA du CGI, « les versements faits à l'étranger ou en provenance de l'étranger par l'intermédiaire de contrats

non déclarés dans les conditions prévues au premier alinéa constituant, sauf preuve contraire, des revenus imposables. » Ce qui signifie que l'administration fiscale est dispensée, dans cette hypothèse, de l'envoi de demandes de justification. Elle peut intégrer ces valeurs dans la base d'imposition, sauf au redevable à établir, puisque la présomption est simple, que ces valeurs ne constituent pas des revenus imposables. Ces dispositions sont applicables dès l'imposition des revenus de l'année 2012.

III. LICENCIEMENT ET FISCALITÉ DES RACHATS

Aux termes de l'article 125-0 A, I, alinéa 2 du CGI, « les produits en cause sont exonérés, quelle que soit la durée du contrat, lorsque celui-ci se dénoue par le versement d'une rente viagère ou que ce dénouement résulte du licenciement du bénéficiaire des produits (...) ».

Compte tenu de la situation économique française, les dispositions de ce texte auront malheureusement vocation à s'appliquer à une fréquence bien plus grande qu'autrefois.

Aussi est-il nécessaire de porter une particulière attention à la manière dont l'administration fiscale comprend ce texte. Depuis longtemps, celle-ci considère que « l'exonération s'applique à tous les contribuables qui se trouvent privés d'emploi pour une raison indépendante de leur volonté et qui ont été inscrits comme demandeur d'emploi à l'ANPE » (aujourd'hui Pôle Emploi) *10*.

Mais c'est évidemment la durée de l'exonération après la perte d'emploi qui est la précision la plus importante pour le souscripteur. Pour l'administration fiscale, « l'exonération s'applique aux produits (...) perçus jusqu'à la fin de l'année qui suit la réalisation de l'un de ces événements » *11*. Ainsi, si le contrat d'assurance-vie est dénoué après le 31 décembre de l'année qui suit celle du licenciement du bénéficiaire ou de son conjoint ou partenaire à un pacs, l'exonération précitée ne peut s'appliquer.

Une réponse ministérielle récente *12* précise que « le bénéficiaire des produits ou son conjoint qui a été licencié et qui est inscrit comme demandeur d'emploi, ne doit pas avoir retrouvé un emploi avant la fin de la période au titre de laquelle il prétend à cette exonération, sous peine d'en perdre le bénéfice. » L'administration rappelle également que « les produits des bons ou contrats de capitalisation ou d'assurance-vie dénoués à la suite du licenciement du souscripteur du bon ou contrat ou de son conjoint ou partenaire à un pacs sont soumis aux prélèvements sociaux en application du 3° du II de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, et cela quelle que soit la date du rachat ou du dénouement. »

La position de l'administration fiscale nous paraît restrictive. En effet, même si l'assurance-vie est un placement optimisé à long terme, la disponibilité de l'épargne est une qualité essentielle du placement.

Compte tenu du contexte économique, l'incitation fiscale à la détention longue de l'épargne ne doit pas se faire au détriment de la liquidité de l'investissement.

Or, les évolutions récentes défavorisent l'assurance-vie par rapport à d'autres placements essentiellement liquides. L'augmentation des prélèvements sociaux sur les produits des contrats d'assurance-vie est à mettre ici en parallèle avec l'exonération dont bénéficient certains placements. En

effet, les intérêts de certains produits de placement *13* sont totalement exonérés de prélèvements sociaux et d'impôt sur le revenu.

Les avantages de l'assurance-vie (absence de plafonnement, capacité de choix et d'arbitrage des allocations d'actifs) sont peu concurrentiels dans la mesure où le différentiel de rendement après imposition est faible *14*.

Cette concurrence est d'autant plus dommageable que ces livrets défiscalisés « affichent aujourd'hui une rotation moyenne inférieure aux produits d'assurance-vie (20 ans pour le livret A et le livret bleu, 27 ans pour le livret épargne populaire, à opposer à 14 ans pour les contrats d'assurance-vie) » *15*. C'est-à-dire qu'ils sont utilisés comme de l'épargne permanente.

Pour éviter une décollecte de l'assurance-vie, il serait nécessaire soit de limiter l'avantage fiscal de ces livrets, soit d'élargir les cas d'exonération de charges en cas de rachats des produits.

IV. IMPOSITION AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

L'article 22 de la loi de finances pour 2011 *16* a soumis aux prélèvements dès leur inscription en compte les produits attachés aux droits exprimés en euros ou en devises pour les bons ou contrats « multi-supports ». Les conditions d'application de cette réforme ont été précisées par une instruction fiscale du 1er août 2011 *17*.

Par un rescrit en date du 20 mars 2012, l'administration rappelle que cette règle s'applique, que les bons ou contrats concernés aient été souscrits auprès d'une entreprise d'assurance établie en France ou auprès d'une entreprise établie hors de France *18*.

Le souscripteur a le choix entre effectuer lui-même les obligations déclaratives au moyen de l'imprimé no 2278 ou mandater l'entreprise d'assurance pour effectuer, en son lieu et place, les formalités déclaratives et de paiement des prélèvements sociaux, lorsque le bon ou contrat a été souscrit auprès d'une entreprise d'assurance établie dans un État de l'Union européenne ou un autre État partie à l'Espace économique européen.

Dans le premier cas, en cas de prélèvements excédentaires de prélèvements sociaux constatés lors du rachat ou du dénouement, le remboursement de l'excédent peut être demandé par voie de réclamation contentieuse déposée, selon le cas, par le souscripteur ou le ou les bénéficiaires au Service des impôts des entreprises du lieu de leur domicile.

Par un autre rescrit *19* (portant sur l'augmentation de 1,2 point du taux du prélèvement social sur les revenus du patrimoine et sur les produits de placement), l'administration précise qu'en cas de changement de taux en cours d'année, seuls les produits acquis et constatés après la date d'entrée en vigueur de la réforme sont soumis au nouveau taux. Il en résulte pratiquement que la fraction des produits acquise et, le cas échéant, constatée à compter du 1er octobre 2011 (date d'application de cette réforme aux produits de placements) sera soumise au nouveau taux. Il en résulte également que les produits acquis et constatés entre le 1er janvier 2011 et le 30 septembre 2011 sont soumis aux prélèvements au taux de

12,3 %, le taux global de 13,5 % ne s'appliquant qu'à la part de ces produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1er octobre au 31 décembre 2011.

Ce principe s'appliquera lors de tous les changements de taux en cours d'année. Il s'appliquera par conséquent à l'augmentation de deux points du taux du prélèvement social prévue par le C du II de l'article 2 de la première loi de finances rectificative pour 2012.

Cette réforme s'applique aux produits de placement à partir du 1er juillet 2012. Il en résulte donc que pour les contrats d'assurance-vie, l'augmentation de deux points du taux du prélèvement social s'applique à la seule part des produits acquise et, le cas échéant, constatée à compter du 1er juillet 2012. Le taux global de prélèvements sociaux de 13,5 % s'applique à la part de produits acquise et, le cas échéant, constatée du 1er octobre 2011 au 30 juin 2012, et le taux global de 15,5 % s'applique à la part de produits acquise et, le cas échéant, constatée à partir du 1er juillet 2012.

1 –

(1) L. fin. 2011, no 2010-1657, 29 déc. 2010 : JO 30 déc. 2010, p. 23033.

2 –

(2) L. fin. rect. no 2011-900, 29 juill. 2011 : JO 30 juill. 2011, p. 12969 ; Dr. fisc. 2011, nos 30 à 34, comm. 464.

3 –

(3) L. fin. rect. 2011, no 2011-900, 29 juill. 2011, art. 11 ; Sur cette réforme, v. entre autres, O. Rougé, « Clause bénéficiaire démembrée : retour sur une taxation attendue » : RFN 2011, comm 45 ; P. Bonduelle, N. Jonquet, « Assurance-vie et démembrement, la mort prévisible de la doctrine Dassault » : RFN, 2011, alerte 51 ; « Loi de finances rectificatives et fiscalité de l'assurance-vie » in dossier « La réforme de la fiscalité du patrimoine, premières analyses » : Dr. et patr., sept. 2011, no 206 ; V. égal. notre note, « Réforme de la fiscalité de la clause bénéficiaire démembrée » : Gaz. Pal. 28 juill. 2011, p. 7, I6598.

4 –

(4) Instr., 7 mars 2012 : BOI 7 G-2-12.

5 –

(5) Rép. min., no 60024, Perruchot : JO AN Q, 9 août 2005, p. 7692 - Rép. min., no 50207, Chatel : JO AN Q, 9 août 2005, p. 7692 - Rép. min., no 18740, Dassault : JO Sénat Q, 25 août 2005, p. 2188 ; JCP N 2005, no 36, act. 448 - Instr. fisc., 12 janv. 2006 : BOI 7 K-1-06 - Rép. min., no 00342, Dassault : JO Sénat Q, 7 mai 2009, p. 1119 - Rép. min., no 30607551, Bernier : JO AN Q, 5 mai 2009, p. 4286 ; A. Darmon, M.-H. Poirier, « Le régime fiscal accompagnant la clause bénéficiaire démembrée » : Actes prat. et stratégie patrimoniale 2009, no 3, p. 21, spéc. no 18 ; M. Leroy, « Assurance-vie et gestion du patrimoine » : Lextenso éditions, coll. Les intégrales, 2011, nos 190 et s.

6 –

(6) « Lorsqu'elles n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 757 B, les sommes, rentes ou valeurs quelconques dues directement ou indirectement par un ou plusieurs organismes d'assurance et

assimilés, à raison du décès de l'assuré, sont assujetties à un prélèvement à concurrence de la part revenant à chaque bénéficiaire (...), diminuée d'un abattement de 152 500 . »

7 –

(7) www.clubpatrimoine.com/actualite/newsletter.aspx?id_newsletter=1916

8 –

(8) Instr. fisc., 3 déc. 2007 : BOI 7 G-7-07, no 125 - Instr. fisc., 10 juill. 2009 : BOI 7 G-7-09, no 75.

9 –

(9) L. no 2008-1443, 30 déc. 2008, art. 52 V.

10 –

(10) Instr. fisc., no 5 I-3-84, 31 déc. 1984, no 10 ; Rép. min. no 34335 : JO 5 oct. 2004, p. 7753.

11 –

(11) Instr. fisc. no 5 I-3-84, no 10, préc.

12 –

(12) Rép. min., no 97715 : JO AN, 3 avr. 2012, p. 2759, no 97715.

13 –

(13) Livret A, livret jeune, livret de développement durable.

14 –

(14) Ceci d'autant plus si le plafond autorisé de placement sur le Livret A est doublé.

15 –

(15) Guiso et alii, 2002, cité dans Garnier & Thesmar, « Épargner à long terme et maîtriser les risques financiers », 2009.

16 –

(16) L. fin. 2011, no 2010-1657, 29 déc. 2010 : JO 30 déc. 2010, p. 23033.

17 –

(17) Instr. fisc., 1^{er} août 2011 : BOI 5 I-3-11.

18 –

(18) Rescrit, no 2012/18 (FP), 20 mars 2012.

19 –

(19) Rescrit, no 2012/24 (FP), 10 avr. 2012.